

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE
ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.
ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 francs par an.
» » » » 14 » » six mois.
» » » » 7 50 » » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.
On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^o, 30, rue de la Banque.
Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BUL-
LIER et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX 15 novembre 1862.

L'attitude prise par le gouvernement français dans la question américaine et la publication de la circulaire de M. Drouyn de Lhuys, dans le *Moniteur*, préoccupent à juste titre l'opinion publique.

La conduite de l'Angleterre est sévèrement appréciée; et lorsqu'il s'agit d'une démarche ayant pour but de mettre fin à une guerre désastreuse on ne s'explique pas la conduite de lord Palmerston.

Les journaux anglais se font les échos complaisants des hommes d'Etat de la Grande-Bretagne; ils sont d'avis qu'il n'y a pas lieu d'adhérer aux propositions dont le gouvernement français a pris la sage initiative.

Le *Times* et le *Morning-Post*, ne pouvant cependant mettre en doute la sincérité de la proposition faite par la France à l'Angleterre et à la Russie, ne veulent pas que l'Amérique puisse accuser l'Angleterre d'avoir, par jalousie, détruit l'unité de la république.

Le *Globe* éprouve une crainte non moins ridicule; il a peur qu'une telle démarche soit mal interprétée et fasse même un très mauvais effet de l'autre côté de l'Atlantique, manquant ainsi le but que la France se propose d'atteindre.

Le *Morning-Post* ajoute qu'il est possible que la situation change dans quelques mois et que l'Angleterre pourrait bien être entraînée à reconnaître le Sud. Il en voit la preuve dans la réception de M. Slidell à Compiègne.

Le *Moniteur* reçoit de New-York des dépêches du 3 novembre qui confirment le mouvement agressif de l'armée du Potomac et mentionnent quelques faits de guerre secondaires; mais ce qui paraît surtout préoccupé le commerce de New-York, c'est le ravage que cause dans la marine du Nord le corsaire confédéré *Alabama*. Dans un court espace de temps, ce corsaire vient encore de capturer huit navires fédéraux. Six de ces navires ont été détruits, et les deux autres auraient donné,

d'après la dépêche américaine, des garanties pour 86,000 dollars payables au gouvernement du Sud après la conclusion de la paix.

Si le fait est exact, cette stipulation imposée d'un côté, acceptée de l'autre, autoriserait à croire qu'aux Etats-Unis même, une solution pacifique n'est considérée ni comme impossible ni comme très lointaine. La question que la dépêche du ministre des affaires étrangères de l'Empereur vient de poser en Europe serait donc à l'ordre du jour de l'autre côté de l'Atlantique. La presse anglaise, sur de simples bruits, discute déjà l'opportunité d'une offre commune de bons offices; faite par les grandes puissances maritimes: les hésitations que quelques feuilles manifestent devraient disparaître, aujourd'hui qu'on connaît les bases si pleines d'humanité, de discrétion et de sens pratique sur lesquelles reposent les propositions de la France, et que, sous la pression des lamentables désastres qu'entraîne une guerre sans issue, l'idée d'une solution pacifique paraît avoir gagné du terrain chez les belligérants américains.

Un journal de Londres, le *Morning-Herald*, a pris sur cette question une attitude beaucoup plus décidée que les autres organes de la presse anglaise. Cette feuille n'hésite pas à approuver l'offre des bons offices, et elle considère le refus que ferait le gouvernement anglais d'adhérer à cette proposition comme devant causer d'incalculables malheurs.

D'après les dépêches d'Athènes, la mort du général Grivas a causé une certaine surprise dans cette capitale, et le gouvernement provisoire a cru devoir ordonner un deuil officiel de trois jours.

Ces dépêches représentent la situation comme pleine d'embarras.

Les nouvelles de Constantinople semblent confirmer ce qui a été dit sur l'état moral du sultan, que les derniers événements auraient surexcité, mais elles assurent que Sa Hautesse se trouve mieux depuis quelques jours.

J. REBOUX.

Le ministre des affaires étrangères a,

par ordre de l'Empereur, adressé la dépêche suivante aux ambassadeurs de Sa Majesté à Londres et à St-Petersbourg:

Paris, 30 octobre 1862.

Monsieur,

L'Europe suit avec un double intérêt la lutte engagée depuis plus d'une année sur le continent américain. Les hostilités ont provoqué des sacrifices et des efforts propres à inspirer assurément la plus haute idée de la persévérance et de l'énigme des deux populations; mais ce spectacle, qui fait tant d'honneur à leur courage, elles ne l'ont donné qu'au prix de calamités sans nombre et d'une prodigieuse effusion de sang. A ces effets d'une guerre civile qui a pris, dès le principe, de si vastes proportions, vient encore s'ajouter l'appréhension d'une guerre servile qui mettrait le comble à tant d'irréparables malheurs.

Les souffrances d'une nation envers laquelle nous avons toujours professé une amitié sincère auraient suffi pour exciter vivement la sollicitude de l'Empereur, lors même que nous n'eussions pu être atteints par le contre-coup de ces événements.

Sous l'influence des rapports étroits que l'extension des échanges a multipliés entre les diverses régions du globe, l'Europe a ressenti elle-même les conséquences d'une crise qui tarissait l'usage des sources les plus fécondes de la richesse publique et qui devenait pour les grands centres du travail la cause des plus pénibles épreuves.

Ainsi que vous le savez, monsieur, lorsque le conflit a éclaté, nous avons regardé comme un devoir d'observer la plus stricte neutralité, de concert avec les autres grandes puissances maritimes, et le cabinet de Washington a maintes fois reconnu la loyauté avec laquelle nous avons suivi cette ligne de conduite. Les sentiments qui nous l'ont tracée sont demeurés invariables; mais, loin d'imposer aux puissances une attitude qui ressemblerait à de l'indifférence, le caractère bienveillant de cette neutralité doit plutôt les porter à se rendre utiles aux deux parties, en les aidant à sortir d'une position qui, pour le moment du moins, paraît sans issue.

Il s'est établi entre les belligérants, dès le début de cette guerre, une pondération de forces qui, depuis lors, s'est presque constamment maintenue, et après tant de sang versé, il se trouve aujourd'hui, sous ce rapport, dans une situation qui n'a pas sensiblement changé. Rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives. D'après les dernières informations parvenues en Europe, les deux armées seraient, au contraire, dans des

conditions qui ne permettraient ni à l'une ni à l'autre d'espérer, dans un court délai, des avantages assez marqués pour faire pencher définitivement la balance et accélérer la conclusion de la paix.

Cet ensemble de circonstances, monsieur, signale l'opportunité d'un armistice auquel, d'ailleurs, dans l'état des choses, aucun intérêt stratégique ne semble faire obstacle. Les dispositions favorables à la paix qui commencent à se manifester, dans le Nord comme dans le Sud, pourraient d'autre part seconder les démarches qui seraient tentées pour recommander l'idée d'une trêve.

L'Empereur a donc pensé qu'il y aurait lieu d'offrir aux belligérants le concours des bons offices des puissances maritimes, et Sa Majesté m'a chargé d'en faire la proposition au gouvernement de Sa Majesté britannique ainsi qu'à la cour de Russie. Les trois cabinets s'emploieraient, tant à Washington qu'auprès des Etats confédérés, à amener une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte de guerre, direct ou indirect, devrait provisoirement cesser sur mer comme sur terre, et qui pourrait au besoin être prolongée ultérieurement.

Ces ouvertures, je n'ai pas besoin de le dire, monsieur, n'impliqueraient de notre part aucun jugement sur l'origine ou l'issue du différend, ni aucune pression sur les négociations qui s'engageraient, il faut l'espérer, à la faveur de l'armistice. Notre rôle consisterait uniquement à aplanir les obstacles et à n'intervenir que dans la mesure déterminée par les deux parties. Nous ne nous croirions point appelés, en un mot, à préjuger, mais à préparer la solution des difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à un rapprochement entre les belligérants.

L'accord des trois cours, au surplus, ne réprouverait-il pas assez de leurs intentions? n'imprimerait-il pas à leur démarche un caractère évident d'impartialité? Agissant de concert, elles réuniraient les conditions les plus propres à inspirer la confiance: le gouvernement de l'Empereur, par les traditions constantes de la politique française à l'égard des Etats-Unis; l'Angleterre, par la communauté de races; la Russie, par les témoignages d'amitié dont elle n'a cessé de donner des preuves au cabinet de Washington.

Si l'événement ne devait pas justifier l'espoir des trois puissances, et si l'ardeur de la lutte l'emportait sur la sagesse de leurs conseils, cette tentative n'en serait pas moins honorable pour elles. Elles auraient rempli un devoir d'humanité plus spécialement indiqué dans une guerre où la passion rend difficile aux deux adver-

saires tout essai direct de négociation. C'est la mission que le droit public assigne aux neutres, en même temps qu'il leur prescrit une rigoureuse impartialité, et jamais ils n'auraient fait un plus noble usage de leur influence qu'en l'exercant pour s'efforcer de mettre un terme à une lutte qui cause tant de souffrances et compromet de si grands intérêts dans le monde entier.

Enfin, même en demeurant sans résultat immédiat, ces ouvertures ne resteraient peut-être pas entièrement inutiles, car elles pourraient encourager le mouvement des esprits vers les idées de conciliation, et contribuer ainsi à hâter le moment où le retour de la paix deviendrait possible.

Je vous invite, monsieur, à présenter ces considérations, au nom de Sa Majesté, à lord Russell, à M. le prince Gortschakoff, en le priant de vous informer des intentions du gouvernement de Sa Majesté britannique, et de la cour de Russie. Vous voudrez bien également lui dire que j'écris dans les mêmes termes à l'ambassadeur de l'Empereur à Saint-Petersbourg, à lord Petersbourg, à Londres.

Agrez, etc. DROUYN DE LHUYS.

Nous lisons dans la France:

On nous écrit de Bruxelles que la première démarche faite par le cabinet anglais, après les événements d'Athènes, aurait été de demander au roi Léopold s'il consentirait à ce que son second fils acceptât la couronne de Grèce, et que le roi aurait répondu par un refus absolu.

Depuis lors, le cabinet britannique cherche une combinaison, et on assure qu'il pourrait bien finir par se déclarer en faveur de la succession du prince Luitpold, de Bavière.

Pour se donner du temps, l'Angleterre conseille, dit-on, au gouvernement provisoire de retarder les élections, elle promène ses navires de guerre sur les côtes de Grèce et elle menace, si on ne la ménage pas, d'exiger les intérêts de l'emprunt.

Afin d'agir sur l'opinion publique, un grand meeting va avoir lieu à Londres, dans deux jours. On demandera au gouvernement, dans cette réunion, de réclamer les sommes que la Grèce doit à l'Angleterre. — A. Renaud.

Banque de France.

Le bilan de la Banque de France publié ce matin, répond aux craintes qu'on avait conçues et qui avaient exercé, ces jours

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 16 NOVEMBRE 1862.

— N° 10. —

LES DEUX FRÈRES.

CHAPITRE IX.

Hermann et Gothard tinrent fidèlement parole. Ils fréquentaient assidûment l'université et ne négligeaient aucun de leurs cours; jamais on ne les rencontrait ni au café, ni aux bals, ni à d'autres divertissements. Gothard surtout, autrefois toujours le premier à proposer des parties de plaisir, vivait aujourd'hui retiré dans sa chambre, travaillait presque avec plus d'acharnement encore qu'Hermann, et ne se donnait d'autre distraction qu'une promenade le soir.

Les camarades qui venaient les voir étaient toujours les bienvenus; mais comme nos héros n'avaient à leur offrir qu'une conversation aimable et un verre d'eau, les visites devinrent de moins en moins fréquentes, et l'on finit par abandonner à leurs rêveries les « reclus », comme on les appelait par plaisanterie.

Ils s'attachaient de plus en plus l'un à l'autre, et ils continuèrent ce genre de vie, même après avoir reçu de fortes sommes de leurs parents, car Gothard avait confié à Hermann qu'il avait prié Edith de lui écrire dès...

« Je comprends, avait interrompu Hermann, il nous faut économiser. Cela sera peut-être moins nécessaire que nous ne le craignons; il est toutefois de ton devoir de mettre Edith et son père à l'abri du besoin; car qui sait où la nécessité pourrait conduire la pauvre enfant, si elle... Mais Dieu me preserve de penser sérieusement pareille chose! s'empressa-t-il d'ajouter en voyant pâlir Gothard. Je veux seulement dire qu'un homme qui a cueilli étourdiment une rose d'une main brutale ne peut la rejeter avec mépris; qu'il est tenu pour le moins d'en prendre assez de soin pour que chaque passant ne foule pas aux pieds cette fleur brisée. En un mot, frère, tu dois travailler pour la malheureuse Edith, mais sans le voir jamais! jure-le moi, Gothard! Alors même que nous serons de retour dans notre famille, tu n'iras pas chez elle; donne-m'en ta parole!

« Cette exigence est-elle bien juste? Que pensera de cette conduite l'excellente creature! Ne serait-ce pas cruauté de ma part? »

« Non, Gothard; ton devoir, aussi bien envers elle qu'envers toi-même, ne te permet pas d'agir autrement. Quelque fort que l'on soit, on a sa faiblesse. Il ne faut donc pas que tu la revoyes! Tu vas m'en donner ta parole, et, par contre, je te promets d'aller la voir et de la convaincre que c'est ce qu'il y a de préférable pour vous deux. Du reste, sois sans crainte, je ne l'abandonnerai jamais, et elle continuera de recevoir les secours par mon entremise.

« Eh bien, soit, je l'en donne solennellement ma parole, Hermann! »

Ils se serrèrent la main avec autant de chaleur que de confiance, et Gothard reprit à voix basse :

« Je tiendrai toujours mon serment, tu le sais; mais, crois-moi, cela me brisera le cœur; car quelque simple et sans éducation que soit Edith, elle n'est néanmoins extrêmement chère. A moins que mes sentiments ne changent tout à fait, jamais une autre femme n'occupera la place qu'elle possède, elle, mon premier amour.

« J'ai ta parole, Gothard, et je sais que je puis m'y fier » se contenta de répondre Hermann, trop sensé pour en dire davantage.

Les semaines, les mois se succédaient. Gothard commençait à repaître de temps à autre dans les réunions, et à s'en montrer l'âme comme autrefois.

« Dieu soit loué, Hermann, dit-il un jour; je recommence à respirer; j'ai été sur le point de tomber malade d'inquiétude pour cette pauvre Edith. Mais à présent je suis mieux, je puis travailler, et je me sens en quelque sorte repaître. »

« Amen. » dit Hermann à part soi, en tirant des accords de son violoncelle. Il se réjouissait du fond du cœur de ce que son ami reprenait de l'espoir et de la gaîté.

Quoique son rigoureux sentiment de droit se raidit contre cette pensée, il aimait cependant trop son Gothard, pour ne pas désirer le voir se relâcher un peu de la dure expiation qu'il s'était imposée, d'autant plus que sans cela s'en était fait de son esprit ardent.

Vers la fin de février, Hermann, étant allé à la poste un matin, reçut plusieurs lettres, dont une, d'une main inconnue, adressée à Gothard Bundler et portant le timbre de M... Un frisson parcourut ses membres. Contre son habitude, il entra dans une auberge, se fit donner une chambre, et, l'esprit agité de mille pensées

étranges, il s'y promena à grands pas en serrant avec force la lettre dans sa main.

« Dois-je, ou ne dois-je pas? se demandait-il indéfiniment. Dois-je lui donner cette lettre, maintenant qu'il est redevenu calme et raisonnable, et le précipiter de nouveau dans un abîme de douleur, d'amour, de honte et de remords? Car elle rouvrira inévitablement la blessure à demi cicatrisée. Qu'y gagnera-t-il? Rien, si je ne me trompe. Au contraire, cela ne peut manquer de lui être nuisible; il lui deviendra tout à fait impossible de se préparer à l'examen qui approche, et puis Dieu sait quelles chimères ces nouvelles pourront réveiller dans son esprit. Non, il n'en saura rien, il ne doit rien en savoir. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir, et même plus que je n'ai le droit de faire à la rigueur. Il faut que je voie ce que contient cette lettre. »

Il la leva en l'air, mais il laissa retomber la main qui la tenait.

« Hum! une jolie écriture de femme; le vieillard a été un père plein de sollicitude. »

Hermann ne se croyait pas assez calme pour ce grave moment, où il était sur le point d'assumer une si grande responsabilité et de porter atteinte aux droits d'un tiers.

« C'est une question fort délicate, pensa-t-il après un instant de réflexion; mais Dieu m'est témoin que mon intention est pure. Je veux le préserver d'une rechute dans sa passion, rendre la paix à son cœur et diriger son esprit vigoureux et noble, mais encore indompté, vers le but le plus beau et le plus élevé de la vie, celui de mettre notre développement moral dans la plus grande harmonie possible avec le principe de toute perfection.

« Et une autre raison encore, s'écria-t-il le regard rayonnant: si la chose est confiée à mon bonheur, à mon cœur, alors j'épargnerai aussi du chagrin à la meilleure, à la plus tendre des mères. Les principes de ma tante Caroline sont sévères, et — mais assez. Le jour où il me sera possible de faire connaître, sans crainte aucune, ma conduite à Gothard, il me remerciera. Si même je ne puis la lui cacher que jusqu'au moment de notre retour, c'est du moins du temps gagné, et ses études n'en souffriront pas. »

A ces mots, Hermann rompit le cachet, tira une petite lettre de l'enveloppe, et lut :

« Avant de te connaître Gothard, j'étais pauvre, mais heureuse — car j'étais innocente. Puis vint un temps — hélas! — bien court! — où j'étais assise à tes côtés dans ma petite chambre — on je n'aurais échangé mon sort contre celui d'aucune mortelle. Mais après — ô mon Dieu! — il en vint un autre... Silence, silence, je ne veux pas te chagriner par ce souvenir! Quand je parcourais les rues avec mon père, qu'il jouait du violon et que je chantais mes petites romances, je ne désirais que deux choses: avoir de l'ouvrage et gagner assez pour acheter du bois pour l'hiver — mon excellent père aimait tant à s'asseoir près d'un bon feu — et du tabac pour sa pipe; — nous n'en demandions pas davantage. Maintenant mon père est assis devant un bon feu; il fume sa bien-aimée pipe, mais il n'y trouve plus de plaisir; car il entend les soupirs de son enfant, il sent les larmes de sa fille lui mouiller les mains, et il pleure avec moi, il soupire avec moi! Pas un reproche n'est encore sorti de ses lèvres; »